

# Genève EN BREF

Survol des négociations commerciales bilatérales, plurilatérales et multilatérales

Charles Akande, rédacteur

## Davantage de propositions concernant le soutien interne

**Du 12 au 14 juillet, les Membres de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) se sont réunis en petits groupes pour discuter du soutien interne, du mécanisme de sauvegarde spéciale (MSS) et de la détention de stocks publics à des fins de sécurité alimentaire. Globalement, les Membres se sont contentés de répéter leurs positions respectives sur ces questions, en partie puisque le président des négociations sur l'agriculture, l'ambassadeur du Kenya auprès de l'OMC, devait retourner à Nairobi pour quelques semaines, selon une source présente à la réunion.**

Cela étant dit, tous les Membres – y compris les États-Unis – sont encore très enclins à aborder le soutien interne à Buenos Aires (Argentine), mais la plus récente proposition du groupe africain d'envisager d'assujettir la catégorie verte à des disciplines dans le cadre des résultats de la CM11 (11<sup>e</sup> conférence ministérielle de l'OMC) n'attire pas la sympathie des pays développés. Néanmoins, les Membres ont réitéré leur confiance envers la collaboration entre l'UE et le Brésil pour trouver des suggestions sur la manière d'aborder le soutien ayant des effets de distorsion des échanges à Buenos Aires.

Les deux pays avaient déjà collaboré pour présenter une proposition commune sur les subventions à l'exportation lors de la CM10. Le 17 juillet, les deux pays ont distribué une première proposition sur le soutien interne, la détention de stocks publics et le coton, de pair avec la Colombie, le Pérou et l'Uruguay.

Concernant le soutien interne, l'UE et le Brésil ont suggéré ce qui suit :

- A) Les Membres développés ne doivent pas fournir un soutien interne ayant des effets de distorsion des échanges de plus de [X %] de la valeur totale de la production agricole à partir de [2018], alors que les Membres en développement ne doivent pas fournir un soutien interne ayant des effets de distorsion des échanges de plus de [X + 2 %] de la valeur totale de la production agricole à partir de

[2022]. Ce paragraphe ne doit pas s'appliquer aux Membres les moins avancés.

OU

- B) Les Membres développés ne doivent pas fournir un soutien interne ayant des effets de distorsion des échanges de plus de [X %] de la valeur totale de la production agricole à partir de [2018], alors que les Membres en développement ne doivent pas fournir un soutien interne ayant des effets de distorsion des échanges de plus de [X %] à partir de [XXXX]. De [2022] à [XXXX], les Membres en développement ne doivent pas fournir un soutien interne ayant des effets de distorsion des échanges de plus de [X + Y %] de la valeur totale de la production agricole. Ce paragraphe ne doit pas s'appliquer aux Membres les moins avancés.

Les deux pays ont décrit ce qui est entendu par « soutien interne ayant des effets de distorsion des échanges », qui inclut, selon eux, les articles 6.3 et 6.4 de l'Accord sur l'agriculture.

L'Australie, le Canada, la Nouvelle-Zélande et le Paraguay ont aussi présenté une proposition sur la manière d'aborder le soutien ayant des effets de distorsion des échanges. Les quatre Membres du Groupe de Cairns ont suggéré que les délégués conviennent de plafonds fixes pour le soutien interne ayant des effets de distorsion des échanges. Ils font valoir que « les plafonds fixes pourraient restreindre de manière considérable les limites de dépenses, et ce, d'une manière que les limites flottantes, basées sur un pourcentage de la valeur de la production (qui croît actuellement de plus de 10 % en moyenne pour les principaux Membres), ne permettraient pas. » Lorsqu'ils sont exprimés en valeur numérique ou valeur en argent, ces plafonds fixes « fourniraient aux marchés mondiaux, aux exportateurs et aux Membres une transparence et une certitude quant aux limites de soutien interne des Membres », sans que les Membres aient besoin de fournir des avis additionnels, a affirmé le groupe.

Les Membres de l'OMC pourront discuter des propositions lors des réunions de négociations sur l'agriculture non officielles qui auront lieu les 19 et 20 juillet. Les coupes dans le soutien ayant des effets de distorsion des échanges, les subventions pour la pêche, la détention de stocks publics à des fins de sécurité alimentaire et le mécanisme de sauvegarde spéciale (MSS) pour les pays en développement sont des résultats envisagés pour la CM11. D'autres sujets comme les sauvegardes spéciales (SGS) et les coupes tarifaires (intraquota, crêtes tarifaires et progressivité tarifaire) sont aussi envisagés par certains pays comme compléments potentiels aux résultats de la CM11.

### **Rencontre du PTP-11 en Australie à la fin août/début septembre**

Du 12 au 14 juillet, les négociateurs en chef du Partenariat transpacifique se sont rencontrés en groupes et de manière bilatérale à Hakone, près de Tokyo (Japon), pour discuter

des étapes concrètes de l'entrée en vigueur de l'accord sans les États-Unis. Les 11 négociateurs ont affirmé qu'ils ont maintenant « un portrait » de l'accord, même s'ils ne savent pas encore quelle forme précise il prendra, puisque des différences persistent par rapport au texte original, a affirmé une source japonaise.

À Hakone, les négociateurs en chef ont rédigé des lignes directrices qui seront analysées par les pays dans le but de tenir des « discussions approfondies » sur les options possibles en Australie à la fin août ou au début septembre. Cette réunion sera la cinquième tentative (après la tenue de séances précédentes au Chili, au Canada, au Vietnam et au Japon) de finaliser les options pour l'entrée en vigueur de l'accord. Une décision définitive à cet égard doit être prise par les dirigeants en marge du sommet de la Coopération économique Asie-Pacifique qui aura lieu les 10 et 11 novembre au Vietnam.

**Genève en bref est publié par les Producteurs laitiers du Canada, les Producteurs de poulet du Canada, les Producteurs d'œufs du Canada, les Éleveurs de dindon du Canada et les Producteurs d'œufs d'incubation du Canada. On y fait état des divers événements qui se déroulent à Genève, particulièrement dans le cadre des négociations de l'OMC sur l'agriculture.**

Pour obtenir de plus amples renseignements ou formuler des observations, veuillez visiter : [www.producteurslaitiers.ca](http://www.producteurslaitiers.ca), [www.poulet.ca](http://www.poulet.ca), [www.lesoeufs.ca](http://www.lesoeufs.ca), [www.leseleveursdedindonducanada.ca](http://www.leseleveursdedindonducanada.ca), [www.chep-poic.ca](http://www.chep-poic.ca)

